

## Communiqué de presse

# AG contre l'impunité des violences masculines

**Nous ne nous taisons pas !**

**Le multirécidiviste DSK sera entendu ce matin par la DIPJ de Lille pour proxénétisme et recel d'abus de biens sociaux dans l'affaire dite « du Carlton ».**

Jusqu'à présent la justice patriarcale a montré qu'elle apporte son soutien indéfectible à DSK, ce qui la rend complice des viols, violences sexuelles, agressions, abus de pouvoir, harcèlement sexuel, qui restent impunis. Nafissatou Diallo, Tristane Banon, Piroska Nagy, Florence V., Jade, et toutes les autres victimes encore anonymes qui témoigneront contre Strauss Kahn, sont autant de preuves de l'existence de l'entente politique, policière, judiciaire et mafieuse qui profite à tous les hommes, et *a fortiori* à un homme de pouvoir comme DSK.

Nous attendons pourtant que se dévoile une fois encore la brutalité de DSK à l'égard des femmes telle que nous l'avons vue dans différentes affaires judiciaires et/ou témoignages publics. Pour ces quelques femmes qui ont parlé, combien restent dans le silence ? Quelles basses attaques vont encore être proférées contre ces femmes courageuses qui témoignent ? Parmi ces travailleuses de différentes positions sociales (de la travailleuse du nettoyage à l'économiste), aucune n'a été protégée de la brutalité et de l'abus de pouvoir de cet homme. Avec Strauss Kahn, c'est la haine des femmes, de toutes les femmes, qui se révèle dans toute son ampleur.

La presse se demande aujourd'hui si l'homme savait que les femmes qu'il « consommait » étaient rémunérées. Nous espérons que la justice se pose d'autres questions dans cette affaire.

Comment peut-on commenter ainsi qu'il y a eu « un incident au cours de ces échanges sexuels avec l'une des filles » alors qu'imposer des actes sexuels non désirés à une femme n'est pas un « échange sexuel » mais une agression.

Quand on sait que les abus de pouvoir de cet homme concernent aussi bien la travailleuse du nettoyage que l'économiste ou la prostituée. Que cela s'appelle du viol.

Quand on sait que la société Eiffage a payé 50 000 euros pour permettre à DSK d'exploiter le corps des femmes.

Quand on sait que cette même société a remporté le marché public du grand stade de Lille, attribué pour un montant de 325 000 000 euros.

Quand les SMS révélés montrent que d'autres responsables du parti socialiste traitaient avec les proxénètes mis en cause.

Quand on sait enfin les liens étroits qu'entretiennent l'industrie du sexe « légale », les réseaux de traite de mineurs et de jeunes femmes à des fins prostitutionnelles, les mafias qui vendent femmes, enfants, drogues et armes, avec le gratin politique, policier, judiciaire et médiatique.

Nous souhaitons insister sur les liens étroits (que DSK, en tant qu'ex patron du FMI, ne saurait ignorer) entre les mafias et les pouvoirs politiques, policiers, judiciaires et médiatiques. S'appuyant sur un mélange d'activités légales et illégales, ces réseaux permettent le trafic des êtres humains à l'échelle mondiale (la traite des femmes et des enfants rapporte plus d'argent que l'industrie pharmaceutique, c'est le 2ème secteur le plus lucratif après le trafic d'armes et avant le trafic de drogue). De nombreux hommes politiques, policiers, militaires, juges, avocats, journalistes, en bénéficient de par le monde. Consommateurs d'êtres humains également, ils connaissent les proxénètes mafieux et ils les protègent. Leur responsabilité est évidente dans le dispositif qui vise à

procurer des femmes aux hommes qui sont prêts à payer pour exploiter leurs corps. La traite des femmes et des petites filles est l'un des aspects les plus achevés de l'oppression mondialisée que subissent les femmes à chaque instant. Elle est en continuum avec le système patriarcal basé sur les violences sexuelles comme outil de domestication des femmes et des filles.

Nous affirmons que le corps des femmes n'est pas une marchandise, et chaque femme ou petite fille sur terre a le droit fondamental à la dignité, au respect de son intégrité physique et morale, ce que contredisent l'exploitation, la prostitution et le viol, massivement employés contre les femmes.

Nous exigeons que DSK cesse de bénéficier du régime d'exception qui a été le sien depuis des années. Nous exigeons que la justice mette en œuvre toute mesure nécessaire, y compris la détention provisoire, pour obtenir la vérité dans cette affaire.

Nous exigeons qu'il arrête une fois pour toutes de s'exprimer en tant qu'économiste, alors que ses pratiques révèlent l'ignominie du système capitaliste néolibéral mondialisé, qui permet le trafic massif de femmes et d'enfants, accroît la dépendance économique et appauvrit et précarise les femmes ainsi plus vulnérables à la violence des hommes, patrons, conjoints, voisins, parents ...

Nous exigeons que la police recherche réellement et activement les liens entre les différents protagonistes du Parti Socialiste ainsi que des autres partis politiques, tant sur la question de l'attribution de marchés publics que sur le réseau prostitutionnel mis à jour dans cette affaire.

Nous exigeons que la justice travaille de façon indépendante et que soit garantie l'absence de corruption des juges, enquêteurs et policiers. Nous exigeons que les réseaux de proxénétisme soient démantelés et que soit ainsi freiné le trafic massif des femmes et des petites filles.

Nous exigeons que la presse enquête de façon indépendante. Le niveau des articles publiés ne permet pas aujourd'hui aux lecteurs de presse de comprendre les enjeux dans cette affaire. La presse se doit d'enquêter sur le pouvoir et de mettre à jour les liens mafieux, les abus de pouvoir, et les secrets d'État, et non se faire le messager patriarcal de décrédibilisation des femmes.

Nous exigeons enfin la justice pour les femmes agressées, violées, vendues, échangées, prostituées ... Nous exigeons que la crédibilité des femmes qui ont témoigné, qui témoignent et qui témoigneront ne soit pas mise en cause pour protéger les hommes. Nous exigeons le droit réel à notre autonomie, notre dignité, le respect de notre corps et de notre volonté. Nous exigeons la fin du régime de terreur qui s'exerce contre les femmes, dans tous les pays du monde.

AG de féministes et de lesbiennes

Paris, 21 février 2012

Contacts presse : 06 28 06 05 83 / 06 50 40 27 89